

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)
Section Française de la IV^e Internationale

VENDREDI

30 SEPTEMBRE 1938

3^e Année — Numéro 92

Le Numéro : 0 fr. 50

RÉDACTION - ADMINISTRATION

15, passage Dubail
 54, boul. Magenta, Paris (10^e)

ABONNEMENTS :

France et colonies : 1 an, 22 fr.,
 6 mois, 11 fr.; 3 mois, 5 fr.

Etranger : 1 an, 40 fr.; 6 mois,
 20 fr.; 3 mois, 10 fr.

Compte chèque postal : Rousset
 2247-23 Paris.

Nous ne marchons, ni pour la guerre impérialiste, ni pour le pacte à quatre dirigé contre l'U. R. S. S.

Le 29 Septembre

Ce journal est déjà mis en page, sur la base des nouvelles qui laissent prévoir le déclanchement très proche du carnage impérialiste. Il renseignera nos lecteurs sur notre irréductible intransigeance révolutionnaire telle qu'elle s'affirmait quelques instants avant la guerre imminente.

Mais voici le nouveau coup de théâtre : l'entrevue des Quatre à Munich, et il est nécessaire de donner, devant les nouvelles perspectives possibles, la position de la IV^e Internationale.

Soulignons, tout d'abord, qu'il ne s'agit que de possibilités, à l'heure présente, car une nouvelle rupture précipiterait les impérialismes déjà mobilisés aux trois-quarts ou en totalité les uns contre les autres.

Mais la phase de négociation qui suit le conflit armé, tandis que se « mettent au point » les mesures de mobilisation, cela suffit bien à tout ouvrier conscient pour bien comprendre que, dans tous les cas (négociation ou guerre), il s'agit d'une politique impérialiste où les travailleurs sont non seulement étrangers mais les victimes.

Plaçons-nous dans le cas actuel des négociations des « Quatre ».

Certains gobemouches dont il est question par ailleurs (les dirigeants du Centre Syndical d'Action contre la Guerre, avec la signature du P.S.O.P. et de l'U.A.) demandaient à Daladier : Faites les négociations ! Nous disions : Il n'y a pas de négociations impérialistes à suggérer à Daladier. Il faut, avant tout, souder l'action directe contre Daladier qui est prêt à la guerre. Eh bien, les partisans des négociations vont être servis ! Les camarades du P.S.O.P. et de l'U.A. comprendront-ils ?

Cette politique des négociations subissait déjà la promiscuité honteuse de MM. Flandin et Doriot, lequel parle de « l'union sacrée » (sic) contre la guerre avec le « Centre Syndical » réformiste.

Maintenant elle va se démontrer ce qu'elle est : une des méthodes de la politique impérialiste.

La nouvelle politique, qui s'exprime comme une possibilité avec la conversation de Munich, sera comme la première une politique de guerre et de fascisme. Une politique de guerre : Il s'agit de ressusciter le « fameux » Pacte à Quatre, selon les vœux d'une grande partie de la bourgeoisie franco-anglaise. Il s'agit, pour les banquiers de Londres et de Paris, de conserver leurs rapines, en permettant à Hitler et à Mussolini de dépecer l'U.R.S.S., l'Ukraine, tandis qu'ils aideront le Japon à l'Est.

(Suite page 2)

Nous ne nous battons

ni pour
 Creusot-Schneider
 ni pour
 Skoda-Schneider

Mardi 26 septembre. — Plus que jamais examinons la situation avec sang-froid. Au cours des heures d'affolement, de désespoir et de chauvinisme imbécile que nous vivons, la lucidité est la première qualité des révolutionnaires.

Progrès des forces
 de guerre

Que s'est-il passé au cours de la semaine écoulée ? Nous décrivions, dans notre dernier numéro, les marchandages impérialistes anglo-franco-allemand et leurs conséquences. Dans les derniers jours, aux marchandages ont succédé les menaces de guerre immédiate et des préparatifs militaires fiévreux dans tous les pays. Résumons en quelques lignes l'évolution de la situation.

Avant Berchtesgaden, la promesse par Hitler à Nuremberg d'un appui militaire aux Allemands des Sudètes fait apparaître une première menace de guerre immédiate. Chamberlain, qui veut éviter une guerre à un moment mal choisi pour l'impérialisme anglais, part pour Berchtesgaden et « s'entend » avec Hitler sur la base de la cession à l'Allemagne des territoires des Sudètes à majorité allemande. C'est ce qu'on appelle les « propositions anglo-françaises », présentées à Bénès-Hodza, qui, finalement, sous menace de perdre l'appui franco-anglais, les acceptent.

Que s'est-il passé entre ce moment-là et la nouvelle « atmosphère de guerre » (dont nous ne pouvons dire que nous soyons encore sortis) qui a

suivi la nouvelle entrevue Hitler-Chamberlain à Godesberg ? Ceci par ordre croissant d'importance :

1°) Toutes les forces « démocratiques », depuis les conservateurs bourgeois, comme Churchill ou ce fou de Kérillis, jusqu'aux chefs ouvriers « social-chauvins » et valets de la bureaucratie stalinienne, ont mené une offensive déchaînée pour le conflit direct immédiat entre le bloc franco-anglais et l'Allemagne, à propos de la Tchécoslovaquie.

Ils pensent que maintenant est le meilleur moment pour écraser l'impérialisme allemand, pour rétablir la stabilité des positions impérialistes de la France et de l'Angleterre en Europe. Ils veulent une guerre préventive.

2°) Fort de cet appui, poussé dans cette voie par la bureaucratie stalinienne, qui provoque à la guerre, le bonapartisme tchèque a revêtu sa véritable figure de dictature militaire avec le général Sirovy, a réoccupé toutes les régions sudètes, a décrété la mobilisation générale, militaire et civile, mettant tout le pays sur pied de guerre, et actuellement, résiste en fait au compromis, tout en masquant sa résistance derrière des questions de procédure, qui lui permettent d'attendre l'intervention militaire éventuelle du bloc franco-anglais :

3°) Enfin Hitler, à Godesberg, a posé la question à fond. Malgré quelques bonnes paroles, il a laissé tomber les partenaires hongrois et polonais, l'allié italien et le « droit » des minorités hongroises et polonaises « à disposer d'elles-mêmes ». Mais par contre il a concrètement posé la question de la minorité sudète de manière telle qu'elle réponde totalement aux intérêts de l'impérialisme allemand en Europe centrale. Régler le problème de manière telle, que la Tchécoslovaquie morcelée, affaiblie, désarmée économiquement autant que militairement, cesse de pouvoir constituer, en Europe centrale, un bastion de résistance contre l'expansion impérialiste allemande.

C'est le type même de
 la guerre impérialiste

D'où la nouvelle menace de guerre immédiate mettant aux prises les impérialismes rivaux.

Seul, un crétin ou une canaille peut actuellement nier, devant les faits, le caractère fondamentalement impérialiste du conflit, qui nous menace.

D'où la colère du bloc anglo-français, admirablement exprimée par la manchette de l'« Humanité » du 26 courant :

La Tchécoslovaquie, arsenal de l'Europe Centrale (arsenal au pouvoir de qui ? L'Huma oublie pudiquement de le dire. Faisons-le à sa place : du bloc impérialiste franco-anglais). Son industrie lourde a produit, à elle seule, en 1937, plus que celle des onze autres Etats comparables de l'Europe centrale et orientale, y compris la Pologne. Elle a produit 90 % de fer brut et 15 % d'acier de plus que l'Italie. Et c'est pourquoi, ajoute toujours l'Humanité, Hitler veut priver la France d'une puissance amie.

Nous voilà bien loin, direz-vous, du « droit des Sudètes à disposer d'eux-mêmes » ou de la « démocratie tchécoslovaque » ? Peut-être commencerez-vous à comprendre qu'il s'agit de bien autre chose : de la lutte entre impérialismes pour le maintien ou la conquête de positions impérialistes.

Le plan hitlérien de Godesberg vise infailliblement à disloquer l'Etat tchèque et à l'entraîner fatalement dans l'orbite allemand.

La colère franco-anglaise n'a pas d'autre cause

Les marchandages de Berchtesgaden étaient acceptables. Ils marquaient un recul « stratégique » du bloc anglo-français. Une victoire pour Hitler et son régime. Une avance incontestable pour l'impérialisme allemand. Mais ils permettaient, malgré tout, à une Tchécoslovaquie amoindrie, de refaire, sous la garantie « internationale », une nouvelle cuirasse militaire et de pouvoir continuer à servir de bastion au bloc anglo-français.

« Si vous nous privez de cette possibilité, ont répondu Chamberlain-Daladier au plan de Godesberg, alors c'est la guerre immédiate. » Et pour bien montrer qu'ils ne plaisaient pas, ils ont précipité les mesures. Accélération de la mobilisation en France, où 500.000 (au moins) nouveaux réservistes ont rejoint le million déjà mobilisé, où toute l'économie du pays s'adapte à la guerre. Mise sur pied de guerre de la flotte anglaise. Organisation des liaisons avec les Dominions. Pourparlers militaires franco-anglais en vue de mesures immédiates. Démarches à Prague pour :

(Lire la suite page 4)

DE L'ARGENT ! DE L'ARGENT !

1 postier du P.L.M.	20. »	maigres si l'on songe que la situation
de Provins	35. »	impose de grands sacrifices.
Jean et Suzanne (Lille)	200. »	Il est inutile de faire de longs dis-
Boitel	50. »	cours.
Hic	200. »	

Les phalanges ci-dessus sont bien voies le maximum d'argent !

Pour la lutte contre la guerre !

Le pacifisme, arme des réformistes

Ces quelques jours, s'ils marquent un recul considérable de la classe ouvrière (abandon de la lutte dans le Bâtiment, les Mines, le Textile, etc...), ont été aussi révélateurs du caractère véritable du pacifisme des dirigeants syndicaux des P.T.T., des Instituteurs, du Livre, et autres qui ont constitué le centre d'action syndicale contre la guerre.

Nous exposons par ailleurs les faits. Leurs enseignements sont grands pour le mouvement syndical. Personne n'oserait mettre en doute l'attitude conséquente des syndiqués révolutionnaires contre le stalinisme guerrier, corrupteur, gangster. Pour nous, la lutte essentielle est celle du développement de la lutte de classe des exploités contre les exploités. La lutte contre le stalinisme en est la conséquence normale.

La dénonciation de la politique réformiste traditionnelle est aussi la conséquence logique de la lutte révolutionnaire contre le capitalisme.

Sur la base de l'expérience de ces jours, nous pouvons dire que le pacifisme anti-stalinien des bureaucrates syndicaux du CASG, rejoint, dans ses conséquences, pour la classe ouvrière, la politique de trahison des intérêts ouvriers du stalinisme.

Ils se sont avérés, dans une période aussi critique, les adversaires résolus de la lutte de classe et encore davantage d'une action commune avec les organisations révolutionnaires, puisqu'ils ont refusé une affiche commune dénonçant clairement la guerre im-

périale.

En somme leur pacifisme sert à utiliser la réaction saine des syndiqués vis-à-vis du stalinisme pour la canaliser au profit des réformistes du bureau confédéral, c'est-à-dire aussi au profit de la politique impérialiste du quai d'Orsay dans le moment présent.

Ce pacifisme semi-officiel va même très loin. C'est ainsi qu'un camarade du Syndicat National des Agents des PTT nous a communiqué son émotion à la lecture d'une circulaire du bureau de ce syndicat, qui invite les militants à provoquer de larges rassemblements contre la guerre, y compris avec les sections de l'Alliance Démocratique, le parti à Flandin. Et dire que ces mêmes dirigeants syndicaux apparaissent comme les plus farouches partisans de l'indépendance syndicale !

Ils se font en somme — consciemment ou non — les agents directs du ministre des Affaires Etrangères, Georges Bonnet.

Des camarades prétendent que l'entente du CASG, de l'U.A. et du PSOP est l'œuvre de la franc-maçonnerie. Ce qui ne semble pas impossible.

Dans la préparation du Congrès Confédéral de Nantes les Syndiqués révolutionnaires, s'ils ont à combattre vigoureusement les bonzes syndicaux stalinistes, n'oublieront pas qu'ils ont également à démasquer ces bureaucrates syndicaux « pacifistes » pour exploiter à leur profit et à celui de l'impérialisme français le pacifisme sincère de plus en plus large des masses ouvrières.

Le 29 Septembre

(Suite de la page 1)

Il s'agit aussi d'assurer la victoire de Franco ainsi qu'il est démontré par ailleurs.

Daladier-Chamberlain ont fait diverses tentatives dans le sens du Pacte à Quatre, et ils l'accepteront, pour le réaliser avec l'appui de Flandin-Doriot. On dira : Ce « Pacte à Quatre » est un « répit ». Nous dirons aux « pacifistes » : Vous vous prononcez pour un répit dont le but est d'écraser l'U.R.S.S. et les travailleurs du monde entier. Singulier répit !

Nous, nous dénonçons implacablement une telle politique. Nous constatons également qu'elle a été facilitée par l'attitude de l'U.R.S.S. et la politique misérable du Stalintern (III^e Internationale) dont le résultat a été d'isoler l'U.R.S.S., en décapitant l'armée rouge, en décapitant, au profit de l'union avec la bourgeoisie, la lutte révolutionnaire dans le monde entier, l'action directe des ouvriers et paysans qui constituaient les seules armes véritablement efficaces contre l'impérialisme.

Nouvelle politique de guerre, avon-nous dit. Il faut ajouter : **Surtout politique du fascisme, politique d'écrasement des ouvriers et particulièrement en France.**

En effet, le fascisme va s'efforcer de faire des pas de géants à partir des leçons de la récente crise. Doriot proclame déjà : « La liberté est saisie pour avoir défendu la politique que le Gouvernement applique aujourd'hui » (30 septembre). Il ajoute : « Le communisme, voilà l'ennemi. » Doriot, Flandin préparent le pouvoir fasciste.

Ces gens-là, pour mieux servir leur clan financier favorable au « Pacte à Quatre », s'étaient couverts hypocritement d'un masque de « paix ».

Aujourd'hui, ils vont tenter de revenir en triomphateurs, ayant subi la

répression (!) à cause de leur « lutte pour la paix » (!) et ils mettront cette démagogie ignoble au service de l'écrasement des travailleurs.

Qui a favorisé cette démagogie criminelle du fascisme ? En premier lieu, le Parti « communiste » et son lâche partenaire S.F.I.O.

« Ce Soir » et « l'Humanité » ont excité au chauvinisme et à la guerre au point de susciter le dégoût de leurs plus proches adhérents, qui « partaient » effondrés, le cœur serré.

Dans le même temps, les mêmes journaux construisaient de monstrueux amalgames contre nous, les « trotskystes » et les fascistes. Cognot, en particulier, ce pitoyable bureaucrate, a appelé au meurtre contre nous. Il a déclaré que nous nous apprêtions comme « espions » à faire « sauter des ponts ». Ainsi, ces gens-là ont lutté contre la politique léniniste et ses représentants (le P.O.I.), au moyen des plus misérables calomnies.

En résultat, ils font ni plus ni moins le jeu du Pacte à Quatre contre l'U.R.S.S. et le jeu du fascisme.

Contre ce danger nous avertissons fermement les travailleurs. Nous leur disons : la politique de la III^e Internationale a fait ses preuves !

Si vous voulez vous sauver, il ne reste plus que la politique de la IV^e Internationale. Et il ne s'agit pas d'années, mais de mois.

Sinon ce sera l'écrasement par le fascisme et la guerre.

Abonnez-vous et Souscrivez à "La Lutte Ouvrière"

L'Unité d'action prolétarienne co

Le P.O.I., les techniciens, la C.G.T.S.R., le lancent un appel commun

Samedi matin les petites affiches blanches du gouvernement capitaliste Daladier-Bonnet ont provoqué une grande effervescence et un sursaut d'énergie dans les organisations syndicales et politiques opposées à la guerre impérialiste. Chaque militant a ressenti plus vivement la nécessité de ne pas s'isoler, de rassembler les énergies révolutionnaires, quelles que soient leur idéologie.

Notre P.O.I. et ses militants n'ont pas été les moins actifs dans ce domaine, tant sur le plan syndical que politique : le problème de la lutte contre la guerre qui est là, unifie les diverses activités révolutionnaires.

La journée de samedi a été marquée par une multiplicité d'initiatives. Nous allons essayer de les exposer avec simplicité, en notant les responsabilités prises par les différentes organisations politiques et syndicales, qui ont participé aux efforts de réalisation du plus large front unique de lutte contre la guerre impérialiste.

La matinée du samedi a été consacrée aux contacts ou réunions des responsables dans chacune de leur organisation. Dès la fin de la matinée déjà, on savait, parmi les militants, d'avant-garde, que les membres du Conseil Syndical des Techniciens de la métallurgie parisienne avaient décidé de provoquer un large rassemblement des opposants à l'union sacrée, en convoquant une réunion, pour le soir même, des représentants de toutes les organisations politiques et syndicales qui militent dans ce sens.

L'après-midi notre parti entraînait en contact sur invitation de Giroux, secrétaire général du Syndicat National des Agents des P.T.T., avec des responsables du Centre Syndical d'Action contre la guerre. Il s'agissait pour ces derniers d'adresser immédiatement un télégramme à Daladier pour lui manifester une opposition à la guerre et aussi pour l'encourager à persévérer dans la voie des négociations entre impérialisme. Malgré le désir profond de réaliser une unité d'action, il n'était pas possible à notre parti de participer à ce genre de manifestation imprégnée d'un mélange de pacifisme et de partage de responsabilités des actes du gouvernement capitaliste Daladier. Cependant ne perdant pas tout espoir de réaliser une action commune avec les dirigeants des syndicats participant au CASG, nous avons maintenu le contact établi.

Dans le même temps les camarades de la CGTSR entraient en liaison avec notre parti.

Le samedi soir, nous nous retrouvions à la réunion convoquée par les Techniciens de la CGT, avec les représentants de la CGTSR, du Cercle syndicaliste lutte de classe, l'Union Anarchiste, du PSOP, des Syndicats des correcteurs, des typos, du Tonneau, des PTT du Central (employés) du 4^e secteur parisien PTT (employés).

A cette réunion, Frémont, de l'U.A., déclarait ne pas pouvoir y participer, puisque le lendemain après-midi se tenait une assemblée du CASG. Le délégué du PSOP et Frémont indiquaient tous deux que leur organisation laisseraient volontiers l'initiative de la lutte contre la guerre aux syndicats de la CGT, c'est-à-dire pour eux au CASG. Mais la réunion se tint quand même, avec, naturellement, la volonté de réunir les deux initiatives, CASG et techniciens, par l'assistance en commun à l'assemblée du dimanche après-midi.

Du samedi soir au dimanche après-midi, les délégués des techniciens, de la CGTSR, du POI, du Cercle Syndicaliste lutte de classe se mettaient d'accord sur une résolution commune que nous publions d'autre part.

A l'assemblée du CASG — deux cents militants environ — toutes les opinions représentées s'exprimèrent. L'accueil le plus chaleureux et le plus

enthousiaste fut réservé au représentant des techniciens qui donna lecture de cette résolution.

Notre camarade Clart fit l'exposé de la politique de notre parti et de la Quatrième Internationale sur la lutte contre la guerre impérialiste pour ensuite déclarer que notre parti approuvait la résolution des techniciens de la CGT comme base d'une large unité d'action.

Diverses interventions se succédèrent, citons en particulier, celle de Frémont, de l'Union Anarchiste, dont l'exposé très général ne permettait pas de savoir si son organisation se prononçait pour ou contre un front unique de lutte de classe. Celle d'un dirigeant de la Fédération des Techniciens qui termina en disant que ceux qui n'étaient pas pour la défense des 40 heures, contre les dérogations et les récupérations, n'avaient pas le droit de parler de lutte contre la guerre. Ce qui ne plut guère aux permanents syndicaux du CASG présents.

Lecoin, du SIA, sentant les deux courants essentiels qui se manifestaient, déclara vouloir les souder dans l'action.

Mais la clique réformiste et pseudo-révolutionnaire du CASG avait, pendant ce temps, élaboré une tactique contre les révolutionnaires présents. Tour à tour Charbit, Hagnauer, Chambelland vinrent à la rescousse pour faciliter le travail du président Giroux. Il s'agissait de lever la séance sans être contraint de se prononcer sur la résolution des techniciens. L'activité de ces gens-là se résume à ceci : appuyer le gouvernement Daladier-Bonnet dans ses tractations impérialistes.

La séance fut levée dans la confusion et le chahut. Fort heureusement le front unique des révolutionnaires était déjà amorcé sur la base de la résolution publiée ici.

Depuis il s'est consolidé. Les diverses organisations qui y participent ont estimé nécessaire de faire une déclaration commune qu'on lira également d'autre part. Nous ne pouvons que noter la situation curieuse du PSOP et de l'Union Anarchiste. Ces deux organisations sont engagées dans l'action commune avec ceux qui défendent la politique du quai d'Orsay. Nous espérons qu'elles reviendront de cette erreur monstrueuse et que les militants de l'U.A. et du PSOP rappelleront leurs dirigeants au moins au respect de la politique de leur organisation en rejoignant le Front Unique de lutte de classe.

Un tract, signé par les techniciens, le Cercle Syndicaliste lutte de classe, le POI et les JSR, est édité. La plus large diffusion en est faite. Que tous nos lecteurs nous en réclament.

SOLIDARITÉ !

On nous informe que l'affiche « Mobilisation pour la Paix », du Centre Syndical d'Action contre la Guerre, que nous n'avons pas voulu signer parce qu'elle contenait la politique pro « daladieriste », a été saisie ; ses auteurs inculpés.

« L'Œuvre » déclare à peu près ceci : « On ne comprend pas cette saisie. Cette affiche soutenait en réalité M. Daladier. »

C'est vrai, mais Daladier, croyant à ce moment-là à la guerre, a voulu obéir purement et simplement à la Guépéou. Dans tous les cas, la politique de Daladier est dirigée contre les organisations ouvrières.

C'est pourquoi, malgré nos divergences, nous exprimons aux camarades du C.S.A.C.G. notre totale solidarité contre la répression.

me contre la guerre se réalise

**S.R., le cercle syndicaliste "Lutte de classe",
commun aux travailleurs :**

Aujourd'hui le gouvernement Daladier a pris, avec l'approbation de tous les partis officiels, depuis la droite fasciste jusqu'aux partis socialiste et communiste et le bureau de la C.G.T. les premières mesures de guerre. Plusieurs classes sont mobilisées. Une nouvelle fois recommence la tragique odyssee de 1914 :

L'Union Sacrée pour la guerre.

Au nom de quels prétextes ? Il s'agit, nous dit-on, de défendre les libertés démocratiques contre Hitler. Il s'agit de défendre le peuple tchécoslovaque. En réalité ces prétextes sont des mensonges monstrueux. Il ne s'agit pas pour le gouvernement et pour ses soutiens de droite et de gauche, de défendre la démocratie, car les premières mesures de censure et de répression contre les organisations ouvrières opposées à la guerre sont des mesures anti-démocratiques. Pendant la guerre, la dictature de l'état-major français (pays démocratiques) serait aussi féroce pour le souvriers et paysans de France, que la dictature d'Hitler pour les travailleurs allemands.

La lutte pour les droits démocratiques, c'est la lutte contre les mesures de guerre de Daladier et de l'Etat-Major, c'est la lutte pour dénoncer les sophismes d'union sacrée et les campagnes chauvines de la presse de droite et de gauche de *La Liberté* à *L'Humanité*.

Il ne s'agit pas d'une guerre pour le soutien du peuple tchécoslovaque, mais d'une guerre pour la défense des intérêts des marchands de canons Schneider et Cie, qui ont des capitaux dans les usines Skoda et dans les Mines de Fer des Sudètes. Il ne s'agit pas d'une lutte contre Hitler et le fascisme : on n'écrase pas le fascisme sous la dictature de l'état-major français protecteur des cagoullards. Il faut commencer par écraser les bandes fascistes dans notre propre pays : *Le principal ennemi est chez nous.*

Nous dénonçons les mensonges monstrueux de la défense de la démocratie contre le fascisme et de la défense des peuples opprimés. La lutte pour les libertés et pour le soutien des peuples opprimés, nous entendons la mener en nous dressant en premier lieu par l'action directe contre notre propre bourgeoisie et son gouvernement.

De même nous dénonçons le mensonge de la défense nationale en régime capitaliste au nom duquel les intérêts des travailleurs de toute catégorie (ouvriers, techniciens, paysans), sont foulés aux pieds.

Le peuple de France est mené à l'abattoir dans la nuit. Les Chancelleries déversent les mensonges officiels à pleins flots.

Plus de diplomaties secrètes.

Plus de traités secrets.

Il faut organiser la résistance et l'action par tracts, affiches, meetings, manifestations, de toutes les organisations ouvrières, politiques et syndicales, qui s'opposent irréductiblement à la guerre impérialiste.

Etre contre la guerre, cela signifie pour nous : être contre la bourgeoisie française et son gouvernement, et par conséquent :

Action directe généralisée contre le capitalisme à l'usine dans les chantiers et dans la rue.

A bas l'union sacrée et les campagnes d'excitation chauvine :

Plus de nouveau 1914.

Si la guerre éclate malgré notre résistance, nous continuerons notre politique de lutte de classe pour la révolution sociale.

Les travailleurs qu'ils soient sous l'uniforme brun ou bleu horizon, n'ont pas de patrie.

Ils fraterniseront entre eux contre leurs propres exploités et se tendront la main par-dessus les frontières.

La plateforme du front unique

Texte de front unique de la C.G.T. S.R., du Cercle Syndicaliste lutte de classes, du syndicat des techniciens, du S.P.S.L., du Parti Ouvrier Internationaliste, des J.S.R.

La guerre est le produit des antagonismes du régime capitaliste qu'il soit « fasciste » ou « démocratique ». La guerre actuelle serait la continuation des rivalités impérialistes de la guerre 1914-18. Elle aurait pour but un nouveau partage du monde, de nouveaux brigandages et une nouvelle exploitation des peuples. Elle profiterait uniquement aux oligarchies capitalistes et conduirait des millions d'hommes à l'esclavage et à la mort.

La réalité actuelle prouve que c'est au nom de la préparation à la guerre et de la défense nationale qu'ont été supprimées toutes les conquêtes de l'action directe de juin 1936. La guerre elle-même aboutirait à l'écrasement complet de toute espèce de droit pour les travailleurs. Elle constitue la plus écrasante défaite pour la classe ouvrière.

Son déclenchement n'est possible que quand les organisations ouvrières syndicales et politiques ont capitulé devant la bourgeoisie et son gouvernement. L'abandon de la lutte des gars du Bâtiment par la direction stalino-réformiste de la Fédération du Bâtiment est une forme de cette capitulation qui ouvre les voies à la guerre. Il est démontré par cet exemple qu'on ne peut pas être à la fois pour les revendications des ouvriers et pour la défense nationale.

Il faut choisir : ou la guerre impérialiste ou les intérêts des travailleurs.

C'est pourquoi la résistance à la guerre commence par la lutte directe pour les revendications immédiates et par la solidarité la plus complète avec tous les mouvements grévistes en cours.

DÉCLARATION COMMUNE

*des Organisation C.G.T.S.R.,
Syndicat des techniciens (C.G.T.),
Cercle syndicaliste de lutte de classes
Parti Ouvrier Internationaliste*

Placés devant la gravité de la situation actuelle, soucieux de rassembler toutes les énergies susceptibles de s'opposer à la guerre,

Invités par le Centre d'Action Syndicale contre la Guerre, à son Assemblée Générale du 25 septembre 1938, indépendamment de nos conceptions propres, nous lui avons fait des propositions pratiques pour la parution immédiate de tracts et d'affiches dénonçant la duperie de la guerre impérialiste sous le prétexte de lutte pour les libertés démocratiques.

Nos propositions rencontrèrent l'accueil favorable de l'assistance. Cependant, la réunion fut levée sans que le bureau tienne compte de nos propositions. Sur nos protestations, il nous fut possible de revenir discuter le soir sur un texte d'affiche.

Nous apportâmes un texte qui pouvait satisfaire tous les militants partisans de la lutte contre la guerre.

Après une attente de deux heures, il nous fut présenté un texte d'affiche qui exprimait une politique d'exhortations à Daladier et la réclamation de mesures dites de conciliation, c'est-à-dire une orientation équivalant à prendre les responsabilités dans la gestion des intérêts du capitalisme français, complètement incompatible avec la seule action efficace contre la guerre.

L'Action de Classe des exploités

Nous constatons donc que le C.A.S. C.G. divise les partisans de la lutte contre la guerre et nous invitons toutes les organisations qui approuvent nos propositions à venir renforcer notre action.

A nos camarades du P.S.O.P.

Pour l'Unité Révolutionnaire

Voici bientôt six mois que nous avons publiquement proposé d'entamer des pourparlers pour réaliser l'unité des révolutionnaires de ce pays sur le programme marxiste et léniniste.

A nos propositions répétées, votre direction s'est contentée de ne pas répondre. Aujourd'hui, devant l'imminence de la guerre, il n'y a plus de temps pour les atermoiements. C'est par oui ou non qu'il faut répondre, et vite.

Vous objecterez que votre programme différerait du nôtre. C'était vrai, car votre programme était une tentative de synthèse des positions les plus opposées. Aujourd'hui, devant la guerre, les synthèses s'effondrent.

Les pacifistes vont leur chemin. Modiano signe un appel de la LICP qui se solidarise avec Chamberlain ; Colette Audry, nouvelle adepte du pacifisme, signe un appel aux mères, qui défend la même politique : « Nous ne voulons pas la guerre, négociez, Monsieur Daladier ». La délégation du PSOP à la Conférence du 25 septembre finit par signer un texte dans le même sens. Mais nous sommes sûrs, par l'attitude des camarades du PSOP, y compris des camarades dirigeants, présents à cette réunion, que la grande majorité d'entre eux est d'accord avec le texte que nous publions dans ce numéro. Car c'est cette politique que défend « Juin 36 » et nous nous félicitons que la tradition de Lénine et de Liebknecht soit aussi celle de Juin 36.

Or, sur cette base, nous pouvons être d'accord. Sur cette base l'unité est réalisable. Elle est réalisable parce qu'aujourd'hui votre parti doit s'il veut vivre et gagner la confiance des ouvriers, en finir une fois pour toute avec les phrases pacifistes, et qu'il ne peut le faire qu'en affirmant son accord avec la politique que nous défendons. Si nous sommes d'accord sur le programme, alors l'unité est possible. Si elle est possible, elle doit être réalisée. Votre parti doit choisir : ou l'union dans le pacifisme, ou l'unité léniniste.

Mais l'Unité implique un accord sur la question de l'Internationale ? Mais vous devez aujourd'hui reconnaître qu'il faut faire Zimmervald, que le Bureau de Londres n'est même pas cela, et qu'il n'y a d'Internationale que sur la base d'un programme clair, puisque vous avez rompu avec le SAP. Les mains tendues à travers les frontières, c'est bien ; une action inter-

nationale cohérente, c'est mieux. C'est pourquoi la Quatrième Internationale s'impose à vous comme une nécessité.

Nous ne vous disons pas : venez vous mettre sous nos ordres. Nous vous disons : venez participer avec nous, de la base au sommet, à l'édification d'une puissante internationale léniniste. Nous attendons votre réponse.

Nous voudrions ajouter seulement un mot. La lutte révolutionnaire contre la guerre est une chose sérieuse ; la vie et la liberté de chaque militant doit faire l'objet des plus grands soins. Signer des articles, publier 2 colonnes de convocations, continuer à agir publiquement comme en période de paix. Si vous voulez lutter contre la guerre, un conseil d'ami et de frère : prenez quelques précautions. Ou bien la guerre vous balayera, malgré tout le courage dont vous aurez fait preuve.

OU MENE LE PACIFISME ?

La « Patrie Humaine » dont le dernier numéro célèbre M. Chamberlain comme un saint (sans blague !), nous annonce aussi que F. Challaye se trouvait la semaine dernière en Allemagne où il devait rencontrer des dirigeants des syndicats fascistes.

L'intention de F. Challaye est louable : éviter la guerre ; son honnêteté personnelle est hors de doute. Mais les syndicats fascistes sont les représentants du patronat et non des ouvriers. Or, le patronat allemand, nous voulons non l'apaiser, mais l'abattre. Et pour cela, nous ne voulons pas négocier avec eux, pas plus qu'avec les patrons français. Seulement en levant le drapeau de la lutte pour les revendications des ouvriers, en France, nous pourrions parler, par les faits, aux ouvriers allemands.

Faire le contraire, c'est aider le patronat allemand à écraser les ouvriers allemands et préparer notre propre défaite, et par là laisser passer la guerre.

Cette guerre n'aura pas de soldat inconnu. Dimanche, un train de réservistes a tamponné une camionnette militaire et fait trois morts. Les trois premiers. Bien connus.

En Alsace et en Lorraine, la plus vive inquiétude règne parmi la population civile. Car on ne connaît ici ni masques à gaz, ni abris souterrains, ni même petits tas de sable. Les militaires ont décidé que cette zone était sacrifiée. On les aime bien, quand même, les Alsaciens et les Lorrains, depuis 1918.

Le P. O. I. aux côtés

des ouvriers immigrés

La guerre n'a pas encore commencée que tous les prétextes sont bons pour traquer les trois millions et demi de travailleurs immigrés, qui vivent en France.

Dans le *Bulletin Municipal* du 27 courant, le réactionnaire de Pressac exige des bourriques de la Préfecture que des mesures immédiates soient prises contre eux. Il les insulte basement et tente, comme tous les social-chauvins, de créer autour d'eux une *atmosphère de pogrom*. Dans le *Peuple* d'aujourd'hui, a paru une note immonde, où, à côté de protestations hypocrites contre les poursuites du gouvernement contre certains camarades du « Centre Syndical contre la Guerre », s'étale un véritable appel à la poursuite contre des « éléments provocateurs » existant dans les rangs ouvriers. Qu'Hitler ou Mussolini tentent un certain travail parmi les travailleurs de ce

pays, c'est bien possible. Mais leurs agents sont bien garantis et en règle avec les formalités policières. Quand, d'ailleurs, ils sont pris la main dans le sac, comme les assassins des frères *Rosselli à Bagnoles-sur-Orne, on étouffe l'affaire* pour ne pas compromettre la canaille *Grandi*, ambassadeur de Mussolini à Londres. La grande masse des travailleurs immigrés est poursuivie de la haine des réactionnaires, parce qu'elle constitue l'une des couches les plus exploitées, donc les plus combattives du prolétariat. On veut rendre la vie impossible à ces camarades. On veut les contraindre à crever dans les usines ou les tranchées de l'impérialisme français. *Ces Travailleurs sont assurés de la totale solidarité du P.O.I.* Le devoir de tous les travailleurs français est de constituer avec eux sans aucune distinction, le front unique des exploités contre nos exploités communs.

C'est le type même de la guerre impérialiste

(Suite de la page 1)

1°) Une réoccupation militaire de tous les territoires sudètes (déjà partiellement évacués) ;

2°) Un compromis à tout prix, même moyennant la cession de Teschen, la Pologne, alliée éventuelle.

Pression sur la Roumanie et la Yougoslavie, qui se déclarent prêtes à « remplir leurs engagements envers la Tchécoslovaquie en cas d'agression hongroise ». Enfin accélération du compromis espagnol, déjà annoncé par les propositions de « retrait des volontaires » de Négrin, et clairement indiqué par un récent article de Marty dans l'Humanité.

Nous reviendrons sur cette infamie qui signifie très exactement la capitulation devant l'abandon des travailleurs espagnols au fascisme de Franco au nom du bloc impérialiste anglo-français.

Le tout savamment orchestré par une presse aux ordres et dont la quasi unanimité d'union sacrée rappelle l'atmosphère de « guerre pour demain », qui nous suffoquait après Nuremberg.

Gagner du temps ? Pour quoi faire ?

Qu'il soit important de gagner du temps, ce n'est pas nous qui le nierons. Mais nous dénonçons fermement le jeu de ceux qui, mûs par un pacifisme imbécile et nébuleux (seulement par lui ?) appellent les travailleurs à soutenir Daladier dans la voie de nouvelles concessions. Ce jeu est imbécile, car la possibilité de concessions dépend strictement du rapport des forces impérialistes. Daladier se moque donc à ce sujet de la comédie du soutien. Ce jeu est surtout dangereux, car si beaucoup de bons camarades s'y trompent de bonne foi, ceux qui dirigent le jeu, savent ce qu'ils font. Faire confiance à Daladier dans la voie des concessions, c'est lui permettre d'entraîner des milliers de travailleurs qui veulent la paix, dans la guerre impérialiste, sous prétexte que, les concessions échouant, « le gouvernement français a tout fait pour sauver la paix ». Les dirigeants de cette comédie se dénoncent donc eux-mêmes, comme l'aile « pacifiste » de l'Union Sacrée.

La seule voie

Les travailleurs n'ont rien à faire dans cette voie. Leur voie est celle de la résistance à la guerre par la lutte de classe : Mais où est-elle cette de classe ? Les travailleurs, reculant depuis juin 1936, désorganisés, empoisonnés par le chauvinisme stalinien, partent « pour casser la gueule à Hitler » ou en proie à un morne désespoir ? Du jour au lendemain, la grève générale du Bâtiment a pris fin sur l'ordre des bonzes stalino-chauvins. Nous ne le savons, hélas, que trop. Mais nous savons aussi combien au cours de ces dernières semaines de désespoir et de colère s'est amassé, dans les poitrines des travailleurs du pès et qui commencent à y voir clair.

Sans doute, si la guerre éclate immédiatement, ces sentiments n'auront pas le temps de se cristalliser en une résistance de classe, qui devancerait la guerre par une explosion révolutionnaire. Mais dans le cas d'un compromis, ces sentiments nous montrent l'usage que pour nous, nous en devons faire, et nous tracent la voie : regrouper les travailleurs détrompés pour l'assaut révolutionnaire, seul capable d'éviter la guerre. Et, dès maintenant, nous disons à ces travailleurs : « Camarade, cette guerre n'est pas notre guerre. Tu pars, malgré toi, défendre les intérêts de Schneider au Creusot comme chez Skoda. Soit ! Mais,

Les deux armes de la lutte contre la guerre :

L'ACTION DE CLASSE

LE PROGRAMME MARXISTE-LÉNINISTE

A l'heure où nous écrivons ces lignes, la guerre paraît toujours être une question de quelques jours.

Par ailleurs se trouvent analysés les principales étapes par lesquelles le monde a été conduit au bord de l'abîme par les impérialismes rivaux.

Bornons-nous ici à marquer quelques points qui doivent être clairs dans l'esprit de chaque militant d'avant-garde.

Ce sont tout d'abord les responsabilités de notre propre impérialisme, pour lequel la procédure conciliatrice n'a été qu'un moyen pour faire accepter sa guerre par le peuple français.

Comme en 1914, les gouvernements négocient, ergotent, tandis qu'ils nous mettent devant le fait accompli des mesures de guerre. Ainsi la mobilisation de Daladier et de l'Etat-Major.

Ainsi la mobilisation générale de l'allié Tchèque. Il ne s'agit pas bien entendu de masquer le moins du monde les responsabilités de l'impérialisme hitlérien qui veut réviser à son profit la carte d'Europe. Mais la réalité montre que ceux qui veulent conserver la carte actuelle — les repus — ne veulent pas moins, eux aussi de la guerre. Ils mobilisent ostensiblement.

C'est pourquoi il serait particulièrement funeste pour toute organisation ouvrière hostile à la guerre d'entrer dans le jeu de leurs négociations perfides, ainsi que le font malheureusement le PSOP, l'UA, en signant l'affiche des chefs réformistes du Centre Syndical d'action contre la guerre. Luttons contre notre propre impérialisme fauteur de guerre, telle est la première condition d'une unité d'action solide contre la guerre.

En deuxième lieu, démasquons impitoyablement les bouttefeu, les chauvins qui exhortent sans vergogne à la guerre. Au premier rang se trouvent Ce Soir, l'Humanité. La bureaucratie staliniste va même jusqu'à déléguer dans les gares, des émissaires qui chauffent le moral et qui dénoncent à la police les ouvriers et paysans qui répondent à leurs excitations en rappelant la politique révolutionnaire de feu le parti communiste.

En troisième lieu, dénonçons l'escroquerie désormais cyniquement établie de la guerre des démocraties contre le fascisme. Les « démocrates » dans leurs rangs : la fasciste Roumanie, la semifasciste Yougoslavie. Elles cherchent à y attirer Mussolini. Bien plus, selon un interview d'André Marty dans l'Humanité du 25 septembre déclarant son accord avec la « pacification » en Espagne pour sauvegarder la frontière des Pyrénées, voici la « main tendue » à Franco pour rejoindre le bloc des « démocraties ». Kérislis reconnaît d'ailleurs cyniquement qu'on aurait tort de voir dans cette guerre une question idéologique. Il s'agit en effet, simplement de part et d'autre d'intérêts impérialistes. Voilà ce qu'il faut dénoncer.

Enfin, la nuit la plus noire règne sur les négociations elles-mêmes. Que contenaient les propositions franco-anglaises ? Que contenait exactement le mémorandum de Hitler ? Mystère pour les peuples. Mystère dont jouent les gouvernements respectifs, pour se renvoyer les responsabilités. Que les travailleurs imposent à MM. les dé-

même dans la guerre, tu n'oublies pas ta classe : le prolétariat, ni ton ennemi n° 1, la bourgeoisie ». Et à cette bourgeoisie, nous rappelons : 1870 = la Commune de Paris; 1905 = révolution russe; 1917 = révolution de février, les mutineries en France et Allemagne, la dictature du prolétariat en Russie; 1938... ?

mocrates l'abolition des mesures de diplomatie secrète. Voilà ce qu'il faut exiger.

Souder un front unique de résistance et d'action contre la guerre, pour les quatre objectifs ci-dessus, telle est la première arme sérieuse de lutte. Cette semaine avec le Syndicat des Techniciens, la CGTSR, le Cercle syndicaliste lutte de classe, nous nous sommes engagés la main dans la main dans cette voie.

Mais chacun ainsi qu'il est indiqué conserve son programme et son action propres.

D'aucuns parlent aujourd'hui d'un nouveau Zimmerwald avant la guerre. Ainsi le PSOP, à propos d'un vague replâtrage du bureau de Londres qui a recollé quelques morceaux, pour un soi-disant Front ouvrier international, sans objectif ni programme. Nous préférerions que le PSOP se joigne à notre action commune, au lieu de signer des affiches rédigées par des agents du gouvernement.

Mais les « zimmerwaldiens » oublient que Zimmerwald n'a de valeur historique en définitive que pour avoir préparé l'Internationale révolutionnaire, qui a arrêté la guerre et allumé la révolution mondiale.

Nous nous tirons effectivement les leçons de Zimmerwald en réalisant d'une part le front unique de classe, avec toutes les minorités révolutionnaires et, d'autre part, en continuant notre propagande sur la base du programme et du manifeste de la Quatrième Internationale qui représente l'avenir du mouvement ouvrier.

Nous ne pouvons prédire à l'avance si la guerre éclatera ou non dans quelques jours. Mais ce que nous savons, c'est que le front unique réalisé, d'une part et d'autre part notre organisation et notre programme de la Quatrième Internationale renferment les deux armes essentielles de lutte, les seuls qui restent aux travailleurs, pour renverser leurs exploiters, fauteurs de guerre et de fascisme.

Léon Trotsky accuse les assassins de Sedoff

Léon Trotsky a adressé coup sur coup deux messages au juge d'instruction Pagenel chargé de l'enquête sur la mort de Léon Sedoff. Ces deux documents, que notre camarade Gérard Rosenthal a remis au juge, projettent une lueur accablante sur les circonstances dans lesquelles le jeune et glorieux pionnier révolutionnaire a succombé. Notre organisation publiera dans leur intégralité ces textes importants.

« Messieurs les médecins légistes arrivent à la conclusion, déclare Léon Trotsky, que la mort de Léon Sedoff peut être expliquée par des causes naturelles. Cette conclusion, dans la situation donnée, est presque totalement dépourvue de contenu. Toute maladie peut dans certaines conditions, aboutir à la mort. Pour l'investigation judiciaire, il s'agit non de la question abstraite « la maladie en question pouvait-elle d'elle-même, aboutir à la mort ? ». Mais de la question concrète : « Quelqu'un n'a-t-il pas aidé consciemment la maladie à en finir avec Sedoff dans le délai le plus court ? »

Et c'est à cette question que Léon Trotsky répond sur la base même des résultats de l'enquête :

« L'expertise médicale pratiquée est d'autant moins suffisante qu'elle écarte obstinément le moment central de l'histoire de la maladie ». Il s'agit de la rechute suspecte du quatrième jour que suivit l'opération et au cours de laquelle », dans la nuit du 13 février, le malade, dans un accès de délire, nu, erra dans les couloirs et locaux de la clinique, laissé à lui-même. « Au lendemain de cette nuit décisive, le chirurgien traitant Thaleimer, pris à l'improviste par les événements, avait posé la question : Le malade n'a-t-il pas tenté de se suicider ? »

Rassemblant toutes les constatations capitales qui éliminent les hypothèses « naturelles », Léon Trotsky poursuit : Tentant de s'abstraire des facteurs et des forces politiques tout à fait réels et puissants qui se trouvent derrière les crimes, l'enquête part de la fiction qu'il s'agissait de simples épisodes d'une vie privée, donne au criminel le nom de x et ne le trouve pas. Les criminels seront découverts.

L'étendue des crimes est trop grande, un trop grand nombre de personnes, ou d'intérêts — ceux-ci souvent contradictoires — y sont impliqués ; les révélations ont déjà commencées et elles feront apparaître dans la prochaine période que les fils qui partent de la série des crimes mènent à la G.P. Ou et à travers la G.P.Ou, à Staline personnellement.

Le second document met à nu les graves contradictions de l'instruction que les déclarations des médecins ne parviennent pas à couvrir mais qu'elles soulignent au contraire et comment. Après avoir produit une démonstration accablante, Léon Trotsky conclut :

« La police ne veut pas découvrir la vérité, tout comme elle ne l'a pas découverte dans l'affaire du vol de mes archives, tout comme elle n'a rien découvert dans l'affaire de l'assassinat de Reiss, tout comme elle ne découvrirait rien dans l'affaire de l'enlèvement de Rudolf Klement. La G.P.Ou a dans la police française et au dessus d'elle de puissants complices. Des millions de roubles sont dépensés chaque année pour assurer l'impunité de la mafia staliniste en France.

A cela il faut encore ajouter des considérations d'ordre « patriotique » ou « diplomatique » que sont bien heureux d'utiliser les assassins au service de Staline qui agissent à Paris comme chez eux. Voilà pourquoi l'enquête dans l'affaire de la mort de Sedoff a eu et a un caractère fictif ».

La parole est au juge d'instruction. Les messages de Léon Trotsky posent des questions qui ne peuvent rester sans réponse.

C'est des travailleurs d'avant-garde que dépendra le dernier mot : Les criminels seront découverts. Mais aujourd'hui ils reprennent à leur charge les questions de Léon Trotsky et ils exigent des comptes.

Le Gérant : LORET



Imp. Spéciale, 15, Passage Dubail, Paris